



Barbara Victor
Le Matignon
de Jospin

This is an excerpt from Barbara Victor's Novel,
"*Le Matignon de Jospin*", and is Copyright (c)
1999-2013 Barbara Victor. All Rights Reserved.

This excerpt is intended for review by
prospective readers of the full book, and has
only been authorized to be placed on
www.barbaravictor.com

Prologue

Dans mon voyage à l'intérieur de Matignon, j'ai voulu comprendre la fascination qu'exerce ce palais de la République sur les hommes politiques, les hauts fonctionnaires et les milliers de personnes qui font la queue, chaque année, durant les journées du patrimoine, pour franchir ses portes. Car les Français sont non seulement fiers de leurs monuments, de leurs musées et de leur architecture, mais aussi profondément intéressés par leur passé et la politique. Or cet intérêt se révèle une source d'inspiration aussi riche, pour une Américaine à Paris, que leurs recettes, leurs vins, leurs créateurs, leurs arts. Mon instinct d'Américaine m'incitant à entrer dans le vif du sujet, j'ai désiré démythifier le lieu et comprendre comment fonctionne cette étrange machine. J'ai eu aussi le désir de vagabonder le long des couloirs, d'un étage à l'autre, et de parler aux permanents pour qu'ils m'expliquent comment vogue ce navire. Sur-tout, j'ai souhaité rencontrer et apprendre à connaître ceux dont le quotidien consiste à préparer et à prendre des décisions qui auront des conséquences sur la vie quotidienne de millions de personnes.

On m'a souvent demandé, durant l'élaboration de ce livre, comment, moi Américaine, j'avais obtenu le feu vert de Matignon. Avec le recul, je pense connaître la réponse : je représen-

tais, paradoxalement ; la Française moyenne peu avertie de la complexité de la politique intérieure. J'étais donc la candidate idéale ; apolitique et ignorante des subtilités du pouvoir. De même, mes biographies de Hanan Ashrawi et Aung San Suu Kyi révélaient mon dévouement aux Droits de l'Homme.

Après des mois d'attente, une autorisation me fut donc accordée par le Premier ministre. Henry Pradeaux, le Chef du Cabinet, fit circuler une note à l'intention des permanents de Matignon, ainsi qu'aux membres du cabinet, expliquant qu'ils n'étaient en aucune manière obligés de me rencontrer. Heureusement, les conseillers du Premier ministre, ainsi que les hommes et les femmes qui font tourner la machine, se montrèrent coopératifs. Cela ne veut pas dire qu'ils répondirent à toutes mes questions. En fait, nombre d'entre elles demeurent sans réponse, comme celles relatives aux fonds secrets, aux effectifs des agents de sécurité, aux affaires militaires ou diplomatiques.

Surgirent aussi plusieurs moments dont je peux rire aujourd'hui mais qui, alors, me plongèrent dans l'embarras. J'éprouvai par exemple beaucoup de stress, le jour où, dans le bureau d'Olivier Schrameck le directeur de cabinet de Lionel Jospin, je fus admise à regarder à la télévision, en compagnie d'une douzaine de conseillers, du Premier ministre et de son épouse, les résultats des élections européennes. Le Premier ministre m'avait accueillie poliment, sans se montrer surpris de ma présence. Mais quand je commençai à prendre des notes, consignant mes impressions sur un grand bloc de papier jaune, il me jeta un long regard interrogateur, un vague sourire aux lèvres. Je haussai les épaules comme pour lui dire « Désolé, je ne fais que mon boulot : j'enregistre ce que je vois, je compte les sandwiches, je relève le nom des vins. Vous savez, Monsieur le Premier ministre, tout sauf de la politique. »

Un autre moment délicat me fait sourire aujourd'hui mais, à l'époque, m'avait embarrassée. À l'occasion d'un aller-retour

à Cintegabelle, je m'apprêtais à suivre le Premier ministre durant une journée entière quand, dans l'avion, alors qu'assise à ses côtés je l'interviewai pour la première fois, il me fit remarquer que je l'avais appelé une bonne douzaine de fois « Monsieur le Premier ministre ». « Comment devrais-je vous appeler ? lui demandai-je. Simplement Monsieur ? Ou Monsieur Jospin ? » « Par exemple » me répondit-il..

Étrangère à beaucoup d'égards, il me fallut du temps pour me sentir à l'aise dans Matignon. Plusieurs des permanents n'avaient pas l'habitude d'être interviewés, pas plus que les hauts fonctionnaires. Mes questions pouvaient leur sembler indiscretes et, dès lors, leurs réponses s'en trouvaient empruntées. Plus ils me virent à des cocktails, des événements officiels, des réceptions, apparaître dans différents bureaux, appeler les gens par leur nom, plus ils se détendirent et se confièrent.

Ces longs mois d'entretiens et de recherches furent riches en surprises. Moi, l'Américaine qui avait toujours été intimidée par le protocole et le formalisme de la France, je découvrais que, sous ses dorures, Matignon était un petit village. Un petit village où se joue une part de cette comédie humaine qu'on nomme « politique ».

*

* *

À vrai dire, ma curiosité ne date pas d'aujourd'hui. Je m'aperçois désormais que ce livre a mûri en moi depuis longtemps ; depuis ce jour où, petite fille, j'ai posé pour la première fois le pied sur le sol français, entamant une longue relation avec ses habitants. Relation complexe qui doit d'ailleurs beaucoup au fait que mes parents m'ont forcée à goûter à tout ce qui se consomme ici, y compris les anguilles, les escargots, les tripes ou les cèpes. Devenue adulte, j'ai réalisé que cette *love affair* contrastée ne m'était pas spécifique mais se reflétait aussi

en politique. Après tout, les relations franco-américaines n'ont-elles pas été un mariage durable, plus souvent harmonieux que conflictuel ? À une époque où je venais souvent en France et y avais même séjourné plusieurs mois, ma fascination s'était doublée de perplexité lorsqu'en 1981, j'avais regardé le président François Mitterrand gravir avec majesté les marches du Panthéon, une rose rouge à la main. Je n'ai pas non plus oublié ma discussion avec Édouard Balladur, alors Premier ministre, au cours d'une réception à l'Ambassade américaine : j'aurais juré avoir en face de moi le descendant des Bourbons. Plus récemment, je me souviens d'avoir assisté à une réunion socialiste où j'entendis les militants se donner du « camarade », ce qui me surprit, moi l'Américaine élevée dans la diabolisation du communisme et la conviction que le « socialisme » ne pouvait réussir.

Il restait le mystère Jospin. Car l'actuel Premier ministre me semblait être assez astucieux pour comprendre que malgré sa propre modestie, la splendeur symbolique de Matignon devait demeurer, garantissant que la France serait toujours singulièrement française tout en s'adaptant au monde en mutation. Une autre version du paradoxe français ? Peut-être.

Dès lors, les questions que je me posais devinrent de plus en plus politiques. Pourquoi Lionel Jospin, avait-il, pour l'instant, réussi là où ses prédécesseurs depuis 1974 avaient échoué ? Comment s'y était-il pris pour faire sentir aux Français que les choses allaient de l'avant sans les contraindre à affronter des choix difficiles ?

Tel était le Matignon que je voulais explorer.

*

* *

Au moment de toute transition politique, quand le Premier ministre sortant accueille son successeur sur le tapis rouge

menant à Matignon, deux émotions diamétralement opposées s'entremêlent. On pense au film japonais *Rachomon*, où tous les protagonistes d'une histoire livrent une version différente de celle-ci. Si j'avais encore eu le moindre doute sur les raisons qui me poussaient à m'embarquer dans un tel projet, je compris soudain que c'était le moment idéal pour m'aventurer dans l'espace sacré d'un gouvernement. Surtout quand celui-ci est parvenu au pouvoir à la faveur d'un événement vu différemment par tous ceux qui en furent témoins : je veux bien sûr parler de la dissolution de l'Assemblée Nationale décidée par Jacques Chirac.

Et si ce livre s'ouvre sur cet étrange moment de l'histoire de France, c'est qu'il a, entre autre, changé les destinées de deux hommes et imposé le sujet sur lequel j'allais écrire : le Matignon de Jospin.

Première partie

La surprise du Chef

Le 14 juillet 1996, lors de la traditionnelle interview du président de la République dans les jardins de l'Élysée, Jacques Chirac, pressé de questions sur la situation politique à la fin de l'entretien qu'il accorde à Alain Duhamel et Patrick Poivre d'Arvor répond à une question de ce dernier et écarte toute idée de recours à l'arbitrage populaire par l'usage de l'article 12 de la Constitution. À question précise : « Avec le recul regrettez-vous de ne pas avoir dissous et est-ce que vous interdisez de le faire à tout moment ? » Réponse précise du Président en termes fermes et motivés : « Non. Il faut avoir des principes si on veut gouverner sainement une démocratie. La dissolution n'a jamais été faite pour la convenance du président de la République, elle a été faite pour trancher une crise politique. Il n'y a pas aujourd'hui, il n'y avait pas au lendemain de mon élection de crise politique. Donc la dissolution aurait été – permettez-moi le terme – une sorte de combine tout à fait contraire à l'esprit de nos institutions ». Je suis respectueux de nos institutions, je vous l'ai dit pour la justice et vous aurez l'occasion de le constater. Je le dis aussi pour les institutions, ce n'est pas mon confort personnel qui est en cause, c'est l'esprit même de la démocratie.

Moins d'un an plus tard, le lundi 21 avril 1997 à 20 h 30, le chef de l'État usant d'un de ses pouvoirs discrétionnaires, s'adressant à ses « chers compatriotes », annonce « qu'il a décidé la dissolution de l'Assemblée nationale ». Il précise la date de convocation des électeurs, les 25 mai et 1^{er} juin. Ce sera de manière anticipée – comme en novembre 1962, pour obtenir une majorité conforme au « oui » du référendum du 28 octobre 1962 établissant l'élection du président de la République au suffrage universel direct, en juin 1968, pour donner la parole aux électeurs après les profondes secousses sociales et politiques du printemps, enfin en juin 1981 et juin 1988, pour obtenir la confirmation du vote présidentiel par l'arrivée d'une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale – les onzièmes élections législatives sous la V^e République. Ce jour-là, ni l'opinion publique, ni la classe politique, qui connaissent déjà la « nouvelle » depuis quelques jours, n'imaginaient l'issue politique et une telle hécatombe dans les rangs de la droite parlementaire. Alors que le président de la République demandait solennellement au pays une nouvelle majorité plus fraîche pour « accélérer les réformes », affronter l'Union européenne et lutter contre « les appels à la haine » venant du Front National, mais aussi, sans le dire pour éviter une possible cohabitation en 1998, les Français, loin de lui donner le satisfecit qu'il attendait, ont majoritairement exprimé par leurs bulletins de vote une claire fin de non recevoir.

Au lieu d'une majorité reconduite et d'un Juppé III, ou d'un duumvirat Séguin-Madelin esquissé durant l'entre-deux-tours, Jacques Chirac trouve face à lui une nouvelle majorité dite de la « gauche plurielle » comprenant les socialistes, les communistes, les radicaux, le MDC et les Verts. S'il dispose comme son prédécesseur François Mitterrand, en 1986 et en 1993, selon l'article 8 de la Constitution, du droit de nomination du Premier ministre, il n'a guère le choix du titulaire. En fait, il doit nommer le leader du parti dominant de la coalition vain-

queur – Lionel Jospin – celui-là même qu'il avait battu deux ans plus tôt au second tour de l'élection présidentielle. Situation singulière : alors que Jacques Chirac fut en mars 1986 le premier Premier ministre de cohabitation, nommé par un François Mitterrand et un pouvoir socialiste affaibli après cinq années de gouvernement et de présidence, il se retrouve dans la même situation que son prédécesseur, deux ans seulement après sa victoire de mai 1995.

Mais comment en est-il arrivé là ? Comment un événement aussi surprenant a-t-il pu bénéficier à un PS qui n'osait y croire ? Comment Lionel Jospin, ses proches et ses conseillers ont-ils vécu ces moments forts et à bien des égards inédits sous la V^e République qui les ont conduits, un peu malgré eux, à intégrer plus tôt qu'ils ne l'avaient imaginé l'un des palais de la République les plus recherchés, l'hôtel Matignon ?

Chapitre premier

Une dissolution imprévue

Les raisons d'une dissolution : Juppé impopulaire, les chiffres sont mauvais. / Faux démentis et vraies pressions. / Les rumeurs gagnent l'opposition. / Jospin prêt au combat. / Chirac fait mal passer son message. / La gauche à l'attaque : ententes, accords électoraux et déclaration commune. / À droite, la campagne patine. / Le Président s'engage. / Un premier tour qui fait craindre le pire ou... le meilleur / Un entre-deux-tours inédit. La victoire de la gauche plurielle au deuxième tour.

Alors que la droite qui disposait de tous les pouvoirs aux niveaux national et local est humiliée par cette première dissolution manquée sous la V^e République, et par la sanction infligée à 221 députés fidèles, que la gauche triomphante pratique parfois l'ironie, c'est curieusement dans le cercle des intimes de Lionel Jospin que se cache un « avocat » de Jacques Chirac. Il s'agit de Gérard Le Gall, Conseiller auprès du Premier ministre, en charge notamment des questions électorales et des études d'opinion. Depuis le 1^{er} juin 1997, dès qu'une critique de la droite, comme de la gauche, vise le Président, Le Gall s'indigne et exige que l'on respecte... « notre bienfaiteur ! ». Sans cette

dissolution surprise, Lionel Jospin ne serait certainement pas devenu si tôt Premier ministre, la gauche n'aurait peut-être pas soufflé la majorité à la droite en 1998 et qui sait, la France aurait peut-être manqué son rendez-vous avec l'euro.

Alors, Jacques Chirac par une singulière ruse de l'histoire, rédempteur de la gauche et sauveur de l'Europe ? Pas impossible. En effet, au printemps 1997, quand Alain Juppé, le Premier ministre d'alors, connaissait une très légère embellie dans les sondages, la gauche préparait l'échéance normale de mars 1998. Elle semblait en moins bonne posture depuis l'élection législative partielle de Gardanne dans les Bouches-du-Rhône les 13 et 20 octobre 1996 qui vit la victoire d'un député communiste et qui ouvrit, malgré la singularité de la compétition la tentation, pour une partie de la gauche, de créer « un pôle de radicalité » qui concurrencerait la ligne de rassemblement du PS, elle était lente à se forger une crédibilité économique et elle était divisée sur l'immigration notamment autour de la question des « sans-papiers » au sommet comme dans l'électorat. Il fallut donc un singulier concours de circonstances pour qu'en cette fin de printemps 1997 émerge des urnes une majorité électorale et parlementaire nouvelle, qu'avant le premier tour, selon les sondages, le pays souhaitait majoritairement, mais n'attendait pas. Une page importante de la vie politique et institutionnelle de la France se tournait.

Si certains temps forts de la vie politique gravent un souvenir indélébile au point que les témoins s'en souviennent avec exactitude, maints événements donnent ultérieurement lieu à de multiples versions. C'est un peu ce qui intervint à propos du discours présidentiel du 21 avril et de ses conséquences. Aujourd'hui, la plupart de ceux qui évoquent ce tournant du septennat, – commentateurs, journalistes, éminences grises – affirment qu'ils avaient entrevu l'issue finale et pressentaient un événement majeur pour le pays ! À Matignon, on a le mérite de la franchise. On se souvient qu'à cet instant « les socialistes

songeaient plus à des succès qu'à une victoire ». On se souvient qu'à quinze jours du scrutin, au 73, rue de Vaugirard, le siège de campagne des socialistes, on s'accordait 30 % à 40 % de chances de l'emporter, tandis que les autorités de la science politique française impressionnées par la rente de situation que constituait la présence de 477 députés de droite « sortants » sur 577, ne donnaient que peu de chances de victoire à l'opposition, parfois aucune ! De leur côté, tout au long de la campagne, les projections en sièges des instituts de sondages pronostiqueront toutes une victoire plus ou moins ample du RPR et de l'UDF.

En tout cas, l'onde de choc provoquée par cette décision alimenta un flot de conjectures et de commentaires. Elle éveilla d'un bord à l'autre de l'échiquier politique des interrogations et des sentiments mêlés d'allégresse et d'inquiétude. Était-ce une bonne idée ? Était-on prêt ? Qui sortira vainqueur ? Personne ne laissait entendre que cette décision scellerait le destin de Jacques Chirac et de Lionel Jospin à travers une nouvelle cohabitation, plus longue que les deux précédentes, qui recueillera, elle aussi très vite, l'approbation d'une large majorité de Français.

*

* *

- Printemps 1997. À la tête d'un gouvernement soutenu par une majorité parlementaire écrasante, RPR-UDF, issue du raz-de-marée sans précédent des élections législatives de mars 1993 – triomphe politique de Jacques Chirac, dont allait profiter Édouard Balladur – Alain Juppé a le triste privilège, acquis en quelques mois, de rejoindre Raymond Barre et Édith Cresson dans le petit club des Premiers ministres les plus impopulaires de la V^e République. Dès août 1995, on lui reproche d'habiter un logement de fonction sous-évalué, accusation dont il devra

se défendre à la télévision. Par la suite, contrairement à sa bonne image de ministre des Affaires Étrangères d'Édouard Balladur, apparut chez lui une certaine rigidité et une attitude jugée parfois méprisante. Sur le plan politique on l'accuse d'incapacité à juguler le chômage, d'absence de fibre sociale, et d'avoir un réel talent pour se mettre à dos les corps constitués et les syndicats.

N'a-t-il pas dû affronter, à peine un semestre après son arrivée à Matignon, en décembre 1995, des grèves massives nées de son projet de réforme de la Sécurité sociale ? Ces mesures paraissaient nécessaires pour qualifier la France dans le cercle restreint des pays européens respectant les critères de Maastricht – un déficit budgétaire inférieur à 3 % du PNB notamment – et participer à la future monnaie unique, l'euro, prévue le 1^{er} janvier 1999. Néanmoins, ce dispositif économique, applaudi debout à l'Assemblée nationale le 15 novembre 1995, fut mal présenté et mal compris par l'opinion et les syndicats. En préparant en 1995 un plan de redressement de la Sécurité sociale, et une mise à plat des retraites, qui imposait des sacrifices financiers importants, Alain Juppé savait que la partie serait difficile. Il ignorait cependant qu'il allait mettre le feu aux poudres et devoir affronter tant de fonctionnaires et d'agents de l'État. Si, depuis la Libération, la France bénéficie d'un régime de couverture sociale bien supérieur à celui en vigueur aux États-Unis, et dans la plupart des pays d'Europe, la compétition économique et le vieillissement de la population imposent des réformes. Mais, alors que sur ce terrain miné des « droits acquis » il fallait avancer avec d'infinies précautions, le Premier ministre, prématurément impopulaire, allait déclencher un mouvement social sans précédent depuis 1968.

Aussi, un an plus tard, alors que le chômage continue de croître, le gouvernement paraît découvrir à la lecture d'une note de la Direction du Budget à Bercy, la difficulté de respecter les exigences européennes pour participer à l'euro, notamment

autour des déficits publics vérifiés sur l'année 1997 et sur les annonces gouvernementales pour 1998 et la nécessité de nouvelles mesures draconiennes. Il faudrait trouver un peu moins de 100 milliards d'économies ! Le chef de l'État, Alain Juppé, et leurs conseillers, redoutent une nouvelle explosion populaire et ses effets électoraux. Ils ne veulent avancer qu'avec une majorité parlementaire solide et un pacte de confiance confirmé par les électeurs. Attendre l'échéance de mars 1998 reviendrait selon eux à affaiblir la majorité présidentielle, une partie des électeurs de droite mécontents risquant de reporter leurs suffrages sur l'opposition, ou de se réfugier dans l'abstention. Aussi, selon des sources proches de l'Élysée, Jacques Chirac a-t-il commencé à évoquer l'éventualité d'une dissolution dès la fin de 1996.

Le Premier ministre y est favorable, en outre pour éviter l'année suivante un télescopage entre la campagne électorale des législatives, en toutes hypothèses difficiles, et un débat à venir sur la monnaie unique susceptible de raviver de vieilles plaies dans la famille gaulliste. La suite le confirmera avec l'autonomie croissante de Charles Pasqua et ses amis. Si, à l'évocation par les journalistes de la dissolution, Alain Juppé dément l'éventualité, dans des cercles plus restreints, il manifeste de la conviction. Malgré toutes les précautions, la rumeur enfle dans les milieux gouvernementaux. Le Président incline de plus en plus vers cette solution et multiplie les consultations politiques et institutionnelles. Le 14 avril, il reçoit Nicolas Sarkozy, de retour en grâce après une flamboyante période balladurienne. Le 15, c'est au tour de René Monory, Président centriste du Sénat. De son côté Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, explique aux journalistes que la majorité a une vraie chance de gagner tandis que l'année prochaine le pronostic peut se retourner.

Des amis du chef de l'État, Pierre Mazeaud, ancien ministre, président de la Commission des Lois, gaulliste historique au franc-parler redouté, Jacques Pilhan, son conseiller en communication, décédé depuis, et François Pinault, grand patron

proche de Jacques Chirac, tentent de lui faire changer d'avis et suggèrent que la difficulté, c'est Juppé : « il faut le remplacer pour rétablir la confiance ». Ce sera peine perdue. Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, habitué depuis des années à la pratique du contre-pied avec Alain Juppé, est naturellement sur la même longueur d'onde que les conseils de prudence prodigués au président de la République. Valéry Giscard d'Estaing qui avait refusé la dissolution après sa victoire en 1974, puis ultérieurement au cours de son septennat, met Jacques Chirac en garde contre le « risque d'affaiblissement de la fonction présidentielle ». L'ex-président qui, à l'évidence, n'a pas jeté la rancune à la rivière, a rappelé récemment sur le ton faussement interrogatif qu'il affectionne : « C'est assez curieux parce que cela montre les constantes psychologiques des hommes. Un peu moins de deux ans après mon élection Jacques Chirac m'a proposé de dissoudre... Après moins de deux ans après son élection, il a dissous. Mais une vraie dissolution ne peut se gagner que s'il y a une vraie raison. Si vous faites une dissolution à froid, sans objectif, vous prenez le risque de perdre, c'est la raison pour laquelle je ne l'ai pas fait en 1976, et la raison pour laquelle on a perdu en 1997¹. »

Le Président, trop identifié à son Premier ministre depuis près de 20 ans, « le meilleur d'entre nous » a-t-il dit un jour, ne peut s'en défaire aussi aisément. De surcroît, il ne conçoit pas une situation où, lui à l'Élysée, un Philippe Séguin à la réputation de cyclothymique et de colérique serait à Matignon, moins encore le retour d'Édouard Balladur. Soutenu par sa fille Claude, par le passionné secrétaire général de l'Élysée, Dominique de Villepin, lui-même ancien directeur de cabinet d'Alain Juppé au Quai d'Orsay, encouragé par quelques leaders de la majorité soucieux de perdre moins de sièges en juin 1997 qu'en mars 1998, l'ancien maire de Paris persiste et signe l'acte de

1. Cité dans la brillante chronique de Philippe Reinhard, « Chronique d'un naufrage programmé », Albin Michel, 1998.

dissolution. L'Élysée, comme Matignon, estiment que seule une Assemblée nationale ressourcée pourra donner à un nouveau gouvernement le soutien nécessaire. Elle permettra aussi de mener à bien la politique qui s'impose dans les cinq années à venir, échéance qui, par miracle, coïncide avec la fin du septennat ! Jacques Chirac, comme son entourage, ne sont guère habités par le doute : la majorité ne peut pas ne pas remporter ces élections.

Dans l'opposition, malgré des rumeurs de dissolution de plus en plus insistantes, l'incrédulité persiste. Le mercredi 16 avril, alors que l'information se précise, Dominique Strauss-Kahn, Jean-Christophe Cambadélis, Pierre Moscovici, Jean Le Garrec, Michèle Sabban et Manuel Valls déjeunent, non loin du siège provisoire du PS ; d'autres proches du premier secrétaire déjeunent eux à la même heure dans la brasserie l'Esplanade proche des Invalides, où Lionel Jospin retrouvait, durant le second semestre 1994 et les premiers jours de janvier 1995, quelques amis afin de préparer le Congrès de Liévin puis l'échéance présidentielle. Se trouvent parmi eux, Daniel Vaillant, Pierre Guidoni, Bertrand Delanoé, Henry Pradeaux, Gérard Le Gall, Sylvie Guillaume, Christophe Carèche, Georges Garraud, Yannick Bodin et Pierre Shapira. Tous n'en croient pas leurs oreilles et sont plutôt préoccupés. La gauche doit néanmoins saisir l'opportunité qui lui serait offerte d'accroître le nombre de ses députés, ramené à un niveau tel, en 1993, qu'elle l'empêche de jouer un rôle de véritable opposition à l'Assemblée nationale.

Le lendemain, la rumeur devient quasi-information. À l'Assemblée nationale après le retour de Pierre Mazeaud, reçu à l'Élysée, Daniel Vaillant, député de Paris, et Bernard Derosier, député du Nord, tous deux membres de la Commission des Lois, demandent au président de la Commission : « Alors tu as réussi à faire changer d'avis ton chef ? » Il leur répond : « Je crains que non ». Dans la foulée, Daniel Vaillant va prévenir

Lionel Jospin, qui jouait au tennis. Quand le premier secrétaire rappelle son fidèle complice depuis de longues années et à l'époque numéro deux du PS, il lui dit : « Bon, écoute, finalement, c'est peut-être pas plus mal comme ça, je pense qu'on est plus prêts qu'ils ne le sont pour affronter ces élections ». Et ajoute : « Ce que je te demande, c'est, dès demain, de réunir le secrétariat national et de commencer à préparer les choses ».

Trois jours plus tard, le 20, veille de l'annonce officielle, Lionel Jospin, par un pur hasard de calendrier, est l'invité d'Anne Sinclair sur TF1 à son émission dominicale « 7/7 ». Le premier secrétaire du PS, qui a très soigneusement préparé ce prestigieux rendez-vous politico-médiatique fixé de longue date, paraît sûr de lui. Anticipant l'intervention du chef de l'État, il dénonce la dimension manœuvrière de la dissolution, met en cause le bilan de deux années d'Alain Juppé et craint une « cure d'austérité » pour respecter les critères de Maastricht si le pays confirme la droite au pouvoir. Après l'émission, avec son épouse Sylviane et une vingtaine d'amis dont beaucoup deviendront ministres : Élisabeth Guigou, Daniel Vaillant, Dominique Strauss-Kahn, Pierre Moscovici, Christian Sautter ; conseillers à Matignon, Henry Pradeaux, Nicole Baldet, Gérard Le Gall, Manuel Valls, Aquilino Morelle ou d'importants dirigeants du parti socialiste, François Hollande, Jean-Christophe Cambadélis, Pierre Guidoni, Alain Bergougnieux, il dîne au Procope, le plus vieux restaurant de Paris, au quartier de l'Odéon, où au XVIII^e siècle, on tenait salon philosophique. Dans la salle du premier étage de ce lieu symbolique, l'ambiance est détendue et la discussion tourne naturellement autour de la fameuse dissolution. Le futur Premier ministre émet, en fonction des délais possibles fixés par la Constitution – « les élections générales ont lieu 20 jours au moins et 40 jours au plus après la dissolution » – des hypothèses sur la date des élections. La durée de la campagne « sera-t-elle très courte, ou un peu plus longue » dans une période de l'année qui connaît beaucoup de ponts et de

week-ends ? Il définit globalement le climat politique, évoque les modes d'organisation et les responsabilités futures durant la campagne en précisant qu'il souhaite travailler prioritairement avec le secrétariat national du PS, celui-là même qu'il avait choisi à son retour à la direction du PS le 14 octobre 1995. Le surlendemain, Lionel Jospin proposera d'ouvrir la direction du secrétariat à quelques personnalités chargées elles aussi d'animer la campagne, parmi lesquelles Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, Laurent Fabius, Catherine Trautmann, Bertrand Delanoé, Ségolène Royal, Jean-Marc Ayrault, Julien Dray... Après une conversation peu philosophique où chacun apportait ses « lumières », d'une tonalité plus réformiste que pré-révolutionnaire malgré le lieu, on devine cette fois que contrairement à la présidentielle de 1995 et malgré des fortes contraintes, Lionel Jospin y va pour la victoire. Tout le monde se quitte vers minuit, convaincu que le combat devra s'engager dès le mardi matin après l'annonce présidentielle.

À gauche, après la surprise, va succéder la sérénité puis de plus en plus la combativité. D'abord parce que l'intervention télévisée du président de la République n'est pas une réussite. Mal à l'aise, distant de lui-même, en quête de vraies justifications, il convainc peu. Son camp le sent, ses adversaires perçoivent une faille. Persuadée de gagner face à une gauche convalescente, malgré un bon score en 1995, la droite, maîtresse de la tactique, qui aurait dû être prête, lance la campagne dans une certaine improvisation. Au demeurant comment convaincre d'un renouveau avec un Alain Juppé, Premier ministre, si mal aimé ? Comment mobiliser l'électorat de droite derrière une coalition de campagne, animée par des personnalités aux convictions idéologiques aussi publiquement divergentes qu'un Philippe Séguin qui se veut républicain et social, peu amène à l'égard d'un Alain Juppé qu'il juge trop technocrate, des centristes peu combatifs, un Alain Madelin toujours très libéral démissionné de Bercy trois mois après sa nomination, et des balladuriens toujours en marge depuis leur audace

et leur défaite de 1995. « Chirac et Juppé étaient tellement convaincus de l'emporter qu'ils n'avaient rien préparé » analyse un proche de Lionel Jospin. Cette opération est le type même de campagne mal réfléchie. Que dire d'un Premier ministre en exercice depuis 24 mois qui, au lendemain de l'intervention officielle d'un Président proposant aux Français un contrat à long terme, vante le lendemain sur TF1 les mérites d'un programme pour les « 40 premiers jours ! »

Le programme commun RPR-UDF, qui tient en 5 pages, intitulé « un nouvel élan pour la France » et présenté le 29 avril par Alain Juppé et François Léotard, reprend les thèmes classiques de la droite depuis quelques années et notamment depuis le virage stratégique de Jacques Chirac d'octobre 1995 : réduction des dépenses publiques et des impôts, nécessaire libération de l'initiative au service de l'emploi, rénovation du pacte social, volonté de faire de la France « le moteur d'une Europe proche du citoyen ». De son côté, la machine du PS, derrière son premier secrétaire qui va tenir dix-huit meetings jusqu'à la victoire et sous l'impulsion de Daniel Vaillant, pour l'animation du parti socialiste aux niveaux national et départemental, de François Hollande pour le porte-parolat, d'Alain Clayes pour l'organisation, de Jean-Christophe Cambadélis pour les relations extérieures, se met très vite en ordre de marche derrière un Lionel Jospin, leader incontestable du parti et de la gauche depuis sa qualification interne et ses scores des premier et second tours à l'élection présidentielle. Nul ne doute qu'en cas de victoire, il succéderait à Alain Juppé à Matignon.

La stratégie de Lionel Jospin est fort simple. À situation inédite et imprévue, tactique adaptée : mobiliser les troupes et avancer unis à la bataille. Le premier des socialistes avait pris les devants le 1^{er} mars, à l'occasion des Assises du parti radical du parti socialiste. Ce jour-là il lance un appel aux partis de gauche pour « hâter le pas ensemble, jugeant qu'une majorité potentielle existait et qu'il fallait proposer une nouvelle orienta-

tion au pays ». À vrai dire le PS, déjà rôdé au travail politique avec ses partenaires de toutes les gauches depuis 1994 dans le cadre des « assises de la transformation sociale » conduites par Lionel Jospin, prépare depuis 1996 une large alliance électorale. Entre le parti radical-socialiste et le PS, la traditionnelle entente présente peu de problèmes et au total il y aura 40 candidatures communes. Avec les écologistes l'accord signé ? aboutira à l'investiture de 25 candidats Verts sans concurrence socialiste. Avec le Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement les choses sont plus difficiles. Très soucieux de son indépendance et trop exigeant en terme de circonscription par rapport à ce que le PS souhaitait lui concéder, le MDS préfère un nouvel accord avec le parti communiste. Finalement les accords avec le PS se feront a minima : il n'y aura aucun candidat de part et d'autre entre les sortants. Sur TF1, le député de Belfort estime que le PS évolue dans une direction positive. Quant aux accords avec le parti communiste dirigé par Robert Hue, homme plus pragmatique et ouvert que son prédécesseur Georges Marchais, ils ne sont guère difficiles à élaborer, sauf sur quelques points de programme, par exemple l'euro. En effet, le 29 avril, au Palais de la Mutualité, le parti socialiste et le parti communiste rendent publique après 5 mois de discussion, une déclaration commune. Cette dernière qui n'évoque pas la participation de ministres communistes au gouvernement si la gauche l'emporte, souligne la volonté d'une relance du pouvoir d'achat, de la consommation et de l'emploi. Côté communication, tout est fait pour éviter de présenter la rencontre de 90 minutes entre Lionel Jospin et Robert Hue et la déclaration commune comme jadis le programme commun, bref un affichage minimum.

Lionel Jospin a pris soin de moderniser la maison socialiste pour écarter les idées trop en résonance avec le passé, et pour qu'on ne lui oppose plus quelques excès du mitterrandisme. Bref, il a su prendre, sans brutale rupture, la distance nécessaire.

Parallèlement, une mutation générationnelle a été conduite : beaucoup de ceux qui avaient été très étroitement associés à l'ancien chef de l'État seront tenus en lisière durant la campagne et peu se retrouveront ultérieurement au gouvernement. Quant au programme, il rassemble la gauche sur quelques points importants : augmentation du SMIC, taxation plus lourde de l'ISF, réduction du temps de travail à 35 heures sans perte de salaire, coût de frein aux privatisations puis en cours de campagne proposition de règlement au cas par cas, enfin création de 350 000 « emplois-jeunes » dans le secteur public et quasi public. En revanche, aucun vrai compromis n'est possible sur l'Union européenne, malgré un rapprochement sur les conditions de faisabilité de l'euro. Lionel Jospin dénonce le pacte de stabilité de Dublin, qualifié de « super Maastricht » et propose quatre conditions à la mise en place de l'euro. Si la question est d'importance pour la solidité de la gauche plurielle, elle restera un peu au second plan durant une campagne marquée de part et d'autre par un débat assez flou. Seuls les « 35 heures » et les « emplois-jeunes » frapperont les esprits...

Les sondages confirment que l'opération passe mal. Les électeurs n'en comprennent pas le sens, ou trop bien ! Ils flairent une manipulation à travers une dissolution de « pure convenance ». Pourquoi, en effet, chambouler l'agenda politique si Juppé doit rester à Matignon et faire la même politique ? Mesurant la faille, mais aussi les difficultés, les socialistes se mettent à pied d'œuvre. Manuel Valls, actuel conseiller du Premier ministre, se souvient de la première réunion de communication dans l'appartement de Lionel Jospin, rue du Regard à Paris, avec quelques dirigeants socialistes, Jacques Séguéla et Stéphane Fouks, pour concevoir et élaborer la campagne. Le slogan est très vite choisi. La couleur « vert cru » des affiches, des tracts, puis le principe de la rédaction et de la distribution d'un programme de seize pages qui marient le vert et l'orange sont rapidement déterminés. Le titre slogan du programme fait

l'unanimité au PS : « Changeons l'avenir, nos engagements pour la France », sont rapidement déterminés. Dans la préface qu'il a rédigée personnellement, Lionel Jospin souligne que ce programme qui est la synthèse des trois conventions thématiques de l'année 1996 sur l'Europe, la démocratie et la politique économique et sociale, et des rapports sur la sécurité et l'immigration constitue « autant d'engagements ». Ils sont au nombre de 22. Dans les deux pages introductives consacrées à l'enjeu de ces élections qualifié de « choix de civilisation » le PS souligne sa volonté de « construire une Europe politique au service de la démocratie » et son refus d'un « capitalisme dur ». Avant de conclure que « pour changer de politique il faut changer de majorité ». En écho, Alain Juppé dénonce ce programme et pourfend notamment les thèmes économiques de la gauche, les qualifiant « de relance artificielle et bureaucratique par l'augmentation des dépenses publiques ». Bref, quelques jours à peine après l'annonce présidentielle faite à la France, le PS, au niveau national, est en ordre de bataille dans l'ancien bâtiment de la revue Vogue, rue de Vaugirard, transformé en quartier général de campagne. À toutes fins utiles, le trésorier Alain Clayes avait réservé deux étages supplémentaires. Pour preuve que les socialistes n'avaient pas anticipé la dissolution, le siège de la rue de Solférino est inutilisable depuis quelques mois pour cause d'importants travaux d'aménagement. L'inauguration du siège rénové se fera au mois de juin, après la victoire ! Un bâtiment flambant neuf pour le nouveau Premier secrétaire François Hollande et son équipe !

Une nouvelle fois le hasard allait favoriser la gauche, un meeting étant prévu depuis quelques semaines à Sarcelles le 24 avril dans la salle André Malraux. Dominique Strauss-Kahn, le Maire, accueille Lionel Jospin dans une salle archicomble au son de *Children*, de Robert Miles. Pour son premier discours de campagne, le Premier secrétaire du PS dénonce « le stratagème » de la droite, évoque quelques grands thèmes de cam-

pagne, exprime sa confiance sur l'issue de la bataille, et inaugure avec le Premier ministre sortant, une philippique qui allait durer cinq semaines. Ce jour-là, il a la partie belle. L'avant-veille, Alain Juppé, lançant sa campagne au Palais des Congrès, avait bizarrement déclaré que la campagne serait « brutale et joyeuse ! ». Le futur locataire de Matignon préfère pour sa part une campagne empreinte de « vigueur » et de « cœur ». Il ironise et tente un parallèle entre l'esprit sportif et l'éthique de la démocratie : « Si Alain Juppé avait pratiqué davantage le sport, comme moi, dit-il, il saurait que sur un terrain on est exclu pour brutalité ».

Pour la droite, rien durant cette campagne ne va se dérouler selon ses prévisions et ses souhaits. De leur côté les socialistes commettent quelques dérapages, comme François Hollande qui, le 5 mai, assouplit la célèbre doctrine du « ni ni » en admettant que l'État puisse céder des participations très minoritaires dans des firmes non stratégiques et Michel Rocard qui le 7 mai dans un entretien à *La Croix*, n'a « pas beaucoup aimé » la proposition sur les 350 000 emplois-jeunes « dans le public » et qu'il aurait mis « la barre un peu moins haut ». Lionel Jospin va très vite recadrer les choses en montrant qu'il est le patron. La gauche comme la droite demeurent pratiquement stables durant cinq semaines dans toutes les enquêtes d'opinion et l'opposition est largement « dominée » dans les projections en sièges. La majorité présidentielle, trop sûre d'elle-même, multiplie les faux pas et fait peu d'efforts pour masquer ses divergences. Le 26 avril, Charles Pasqua, co-fondateur du RPR et ancien ministre de l'Intérieur de Jacques Chirac et d'Édouard Balladur juge que « la campagne d'Alain Juppé n'est pas à la hauteur de l'enjeu ». Au même moment la presse susurre qu'Édouard Balladur estime que l'intervention télévisée de Jacques Chirac n'a pas eu l'effet escompté et qu'Alain Juppé a manqué le début de sa campagne. Le 1^{er} mai, à Paris, Jean-Marie Le Pen prononce devant ses militants un violent réquisi-

toire contre le président de la République : « Vous avez toujours trahit et aujourd'hui vous demandez un blanc-seing pour trahir la France en la dissolvant dans l'Europe de Maastricht. À propos de la dissolution, il dénonce un véritable coup d'État, un plébiscite, alors chiche ? » et de menacer : « Si les candidats de Chirac ont moins de la majorité il devra partir comme le fit le général de Gaulle en 1969 ». De son côté, Philippe de Villiers dénonce le faux choix entre « l'archaïsme » de la gauche et immobilisme d'une droite maladroite et orpheline de ses idées. Il veut transformer les législatives en « référendum sur l'Europe et sur "l'euro" ».

Sensible à la climatologie de campagne, le chef de l'État s'engage lui-même le 7 mai pour la première fois et comme à l'automne 94, pour l'annonce de sa candidature à l'élection présidentielle, il choisit la presse régionale. A l'époque, c'était dans la *Voix du Nord*. Toutefois il commet semble-t-il une erreur en choisissant de publier une tribune libre dans quatorze quotidiens régionaux, tenant de fait à distance les autres journaux régionaux qui relateront autant l'erreur de communication que le contenu et la portée du texte. Cette fois, « le nouvel élan pour la France » s'est singulièrement transformé, en quelques jours, en « élan partagé ». Comme ses prédécesseurs à l'Élysée à la veille des élections législatives très disputées, le Président veut indiquer « le choix qu'il conseille aux Français ». Une fois de plus la droite manque de chance puisque cette intervention se fait le lendemain de la publication d'un sondage de la Sofres, selon lequel 64 % des Français jugent son bilan « négatif ». Si dans cette tribune le Président précise qu'il a besoin du soutien des Français pour « suivre l'ouvrage que nous avons commencé ensemble après un constat des « évolutions irréversibles » dans la société française et dans le monde, il se livre très vite à son objectif, une vive critique du bilan de la gauche et du programme des socialistes : « Notre pays dans le passé n'a pas toujours

fait de bons choix. On a trop souvent confondu la dépense et l'efficacité... On a cru qu'en nationalisant... on assurait leur succès, qu'en multipliant les dettes on se donnait les moyens d'agir... qu'en s'accommodant de l'immigration clandestine nous étions fidèles à notre vocation. D'autres ont imaginé qu'on pouvait négliger l'ordre républicain et la sécurité sans porter atteinte à l'équilibre même de notre société... Nous nous sommes retrouvés avec un endettement massif... Une protection sociale de plus en plus coûteuse et pourtant de moins en moins efficace. Il a fallu, si j'ose dire, « solder l'ardoise ». Aujourd'hui, c'est pour l'essentiel chose faite ». Après ces virulents propos, le Président juge nécessaire de rappeler les raisons de la dissolution, puis revient à la charge contre la gauche : « Fera-t-on reculer le chômage par décret en créant toujours plus d'emplois publics ? ». Il cherche à mobiliser en rappelant qu'il veut aller de l'avant en faisant évoluer notre vie publique par une réforme de la justice et une modernisation de la vie politique. Le cumul des fonctions devant être proscrit pour profiter aux femmes. En réponse, Lionel Jospin s'étonne de l'absence « de hauteur de vue » du chef de l'État qui se comporte précise-t-il en « super Juppé » ! Alors que des interrogations se font jour sur le succès annoncé de la droite, et qu'on s'interroge sur l'avenir du Premier ministre, Valéry Giscard d'Estaing proclame début mai que « les Français veulent être gouvernés autrement » et rappelle, en pleine campagne électorale, qu'il avait précisé à Jacques Chirac son « avis négatif » sur la dissolution. Pour sa part, le Premier ministre demeure très actif, malgré le faible succès populaire de ses meetings. Il concentre ses attaques sur l'opposition et sur le programme des socialistes dont il affirme qu'il a « explosé en vol ». En réponse à la tribune présidentielle, le premier secrétaire du PS publie lui aussi un texte offensif dans lequel il qualifie l'intervention du Président de « négative, partisane et inéquitable », et plaide

pour l'avenir : « Nous avons su tirer les enseignements des dix années où nous avons été au gouvernement du pays » et prône « une union de l'humanisme et du réalisme ». À deux semaines du premier tour, Lionel Jospin veut convaincre les Français qu'ils peuvent « oser le changement ». Le débat électoral va ensuite se concentrer sur la question de la dépense publique et sur le « laxisme » de la gauche. Cette nouvelle polémique programmée a été relancée par Jacques Chirac lors d'un Conseil des ministres, le 14 mai, alors que l'ordre du jour portait sur la réforme de la gestion des participations de l'État dans les entreprises qu'il contrôle ou dans lesquelles il est présent. Ce jour-là, il va concentrer ses critiques en dénonçant des « dérives graves » dans la conduite des entreprises publiques « au cours de la période 1988-1993 ». À huit jours du premier tour des élections législatives, les socialistes eux aussi haussent le ton de la campagne en attaquant la droite sur les « affaires », notamment celles qui mettent en cause la Mairie de Paris. Dans un meeting au Zénith, le 15 mai, Lionel Jospin dénonce : « Corruption, affaires, réseaux de financement occulte, politique cynique à l'égard des pauvres et des jeunes : Paris est devenu la propriété exclusive de quelques-uns..., la capitale de l'opacité ». Lors de ce meeting particulièrement animé, Lionel Jospin déclarera pour la première fois : « Nous abrogerons les lois Pasqua et Debré » celles-ci devant être remplacées par une nouvelle législation respectueuse du droit des gens.

À moins d'une semaine du premier tour alors que Philippe Séguin se place pour remplacer Alain Juppé dans l'hypothèse d'une courte victoire de la droite, Lionel Jospin estime qu'il n'y aurait pas de « véritables difficultés » sur le terrain européen entre lui et le président de la République en cas de cohabitation. En écho, Robert Hue et Jean-Pierre Chevènement se déclarent en « cohérence » avec le PS sur l'euro. Le 20 mai, Lionel Jospin, dans un entretien au journal *Le*

Monde rappelle ses choix de gouvernement pour la durée d'une législature, ce qui l'oppose aux mesures conjoncturelles d'Alain Juppé : « Ce que nous voulons, c'est pouvoir constater qu'au bout de cinq ans quand il faut rendre des comptes, le chômage a reculé, les inégalités se sont réduites, la société française est devenue plus humaine ». Plus loin, il précise sa philosophie politique toute social-démocrate, et par là même communique pour la suite : « Je préfère affronter les impatiences que provoquer des regrets ». Le même jour Jacques Chirac, avant de recevoir Helmut Kohl, lors d'une intervention très solennelle depuis l'Élysée, debout derrière un pupitre flanqué du drapeau tricolore et du drapeau européen, relance le débat sur la cohabitation et met en garde les Français : « N'oublions jamais que la France ne pourra défendre ses intérêts que si elle est capable de parler d'une seule voix, d'une voix forte ». Après la rencontre, le dirigeant allemand refusera tout commentaire indiquant toutefois qu'il s'en remettait pleinement à la sagesse des Français. Le même jour, au 20 heures de TF1, Alain Juppé prophétise une « crise en Europe » si le parti socialiste et le parti communiste l'emportaient. Au même moment, sur France 2, le futur Premier ministre répond du tac au tac à l'Élysée et à Matignon : « En cas de cohabitation il est évident que la France parlerait d'une seule voix en Europe, après 1997, comme elle l'a fait entre 1986 et 1988 et entre 1993 et 1995 ». Le jeudi 22 mai le Premier ministre et le premier secrétaire du PS tiennent chacun un meeting... Le vendredi 23 mai, Alain Juppé estime qu'en raison de la multiplicité des candidatures, plus de 6 000 contre 4 000 en 1993, les résultats du vote seraient « difficiles à interpréter ». De son côté Lionel Jospin a terminé sa campagne en appelant les Français à refuser l'abstention et « à sanctionner la majorité sortante ». Le premier tour, qui ne verra que douze candidats élus ou réélus, voit une forte progression de la gauche par rapport à 1993 puis-

qu'elle atteint, toutes familles confondues, 44,3 % des voix, de son côté la droite parlementaire avec le RPR, l'UDF et les candidats divers droite ne recueillent que 36,1 % des suffrages soit un recul de près de 8 points par rapport à 1993. Parmi les surprises du scrutin, le score du Front National qui, avec 14,9 % des suffrages, réussit sa meilleure performance lors des élections législatives et se rapproche du score présidentiel de Jean-Marie Le Pen.

Dans les états-majors, on analyse rapidement les résultats. À droite, on fait grise mine, même si l'on espère encore une bonne mobilisation de second tour et de meilleurs reports de voix du Front National que lors de la dernière élection présidentielle. Néanmoins, le pointage circonscription par circonscription des experts électoraux des deux camps paraît donner l'avantage à l'opposition. Dès le soir du premier tour, les leaders de la droite ne pouvant s'en prendre directement à Jacques Chirac feront porter, avec plus ou moins d'élégance, la responsabilité de leur mauvaise performance à Alain Juppé. Ce dernier paraît jouir encore de la confiance du président de la République mais, la nuit portant conseil, Jacques Chirac va devoir se résoudre au retrait du maire de Bordeaux. Ce dernier annoncera d'ailleurs la nouvelle. Il va, par la même, appeler « une équipe nouvelle animée par un nouveau Premier ministre ». Curieusement, le Premier ministre démissionnaire n'aura pas de successeur immédiat. Dans l'entre deux tours, il reste à Matignon où l'on veut croire encore à une possible victoire. Alors va émerger sur la scène politique – par auto proclamation et pour une semaine – un duo Séguin-Madelin.

La réunion de la direction de campagne du parti socialiste, rue de Vaugirard, le lundi 26 mai à 15 h 00, est particulièrement détendue. Lionel Jospin fait une analyse politique de la situation et fixe les tâches de chacun pour la dernière ligne droite. Il donne la parole à son délégué, Gérard Le Gall, qui, sur la foi de l'étude des dépêches de l'AFP donnant les pourcen-

tages par circonscription, commente les résultats de manière plutôt optimiste. Il précise que chacune des formations de la gauche plurielle aura sa juste part dans les fruits de la croissance électorale, et surprend l'auditoire en soulignant qu'une cinquantaine de femmes de gauche pourraient être élues le dimanche suivant.

Lionel Jospin, qui lui-même a obtenu un bon score en Haute-Garonne, souhaite avoir une vision précise de la situation électorale. Il demande à Gérard Le Gall de passer le voir le mardi à son domicile. En présence de son épouse Sylviane, il lui pose d'emblée la question : « Alors, selon toi, on les gagne ces élections ? » Et Le Gall de répondre : « Ce sera serré, mais j'ai la ferme conviction que ça passera. » Il lui demande ensuite à quelles conditions la gauche pourrait ne pas gagner. Son expert électoral évoque la mobilisation, les reports et les transferts de voix au sein des coalitions et porte une appréciation politique sur la probable « dynamique de campagne » qui devrait jouer en faveur de la gauche, malgré la démission de Juppé.

Le mardi 27 mai, alors que le Front National a annoncé qu'il maintiendrait ses candidats partout où ils dépasseraient le seuil légal – 12,5 % des inscrits pour pouvoir se maintenir –, Jacques Chirac intervient à la télévision et à la radio. Il rend hommage au gouvernement d'Alain Juppé qui a « bien travaillé » et proclame : « Dimanche dernier, j'ai bien entendu votre message ». Puis ajoute : « Pouvez-vous, mes chers compatriotes, au regard des enjeux, prendre le risque de vous abstenir ? Souhaitez-vous remettre en selle les idées socialistes d'hier ? » En réponse au chef de l'État, le leader du PS s'exprime sur France 2. Il évite de polémiquer avec Jacques Chirac, qui n'est « pas en cause dans cette affaire », tout en remarquant que le Président se « méprenait sur le sens de l'élection qui vient d'avoir lieu au premier tour », puis exprime sa confiance : « Je pense que les Français ne vont pas démentir au deuxième tour ce qu'ils ont

indiqué au premier ». Il prend alors ses marques institutionnelles : « Dans une cohabitation longue, où chacun a le sens de l'État, et le sens de l'intérêt général, on doit penser... on doit tout simplement laisser le gouvernement gouverner. »

Au Conseil des ministres du lendemain, Alain Juppé remercie Jacques Chirac pour « son soutien indéfectible ». Le président de la République prend la parole et lit un papier : « Je souhaite remercier le gouvernement pour ce qu'il a fait depuis deux ans et qui était à la fois inéluctable dans l'immédiat et conforme à l'intérêt à terme des Français ». Il met aussi en garde contre « un changement de direction qui conduirait inévitablement à la confusion dans l'action de redressement et à l'affaiblissement de notre pays. »

Le Premier secrétaire du PS, qui croit en la victoire, va annuler quelques meetings programmés et laisser à ses « mousquetaires » le soin de sillonner la France. Il réfléchit aux premières mesures qu'il pourrait prendre. Et il va avoir de longues discussions, notamment avec son ami Claude Allègre, sur la composition d'un éventuel gouvernement de gauche. À Lille, lors d'un ultime meeting, le jeudi 29 mai, Lionel Jospin, en présence de tous les partenaires de la gauche plurielle, fait preuve d'un optimisme à tout crin : « Nous sommes au bord d'un événement qui va stupéfier l'Europe mais qui, en même temps, va lever un espoir magnifique en Europe après la victoire de la gauche travailliste en Grande-Bretagne. »

Face à la pression des Verts sur la semaine des 35 heures et celle des communistes sur l'augmentation des salaires, Lionel Jospin tient bon : « ce n'est pas les 35 heures tout de suite, nous avons une démarche sur trois ans... en ce qui concerne les salaires, nous devons viser une montée progressive – une restauration – de la part des salaires dans le revenu national devenu trop faible. » Le même jour, Alain Juppé, sur Europe 1, estime que la « gauche peut gagner », mais affirme que la « victoire est à portée de main » pour la majorité sortante.

Lionel Jospin appelle Olivier Schrameck, son ancien directeur de cabinet au ministère de l'Éducation, et le charge de réfléchir au gouvernement mais aussi au cabinet qu'il pourrait diriger. Le Premier secrétaire, dans l'hypothèse d'une victoire, ne souhaite pas cumuler, comme dans d'autres démocraties européennes, la responsabilité de Premier ministre avec la direction du PS. Aussi, la veille du second tour, appelle-t-il Daniel Vailant pour savoir s'il serait prêt à accepter sa succession. Ce dernier, qui a beaucoup donné pour le parti depuis de nombreuses années, décline l'offre. À la question de Lionel Jospin : « à qui penses-tu ? », le député de Paris répond : « François Hollande ». Le conseiller général de Cintegabelle lui dit alors : « Dans cette hypothèse, moi aussi, je pense à François ». Plus tard dans l'après-midi, François Hollande se verra proposer la responsabilité.

Le dimanche 1^{er} juin au soir, les états-majors sont très vite informés de l'issue de scrutin, grâce aux opérations estimations des instituts de sondage. La droite expliquera le soir même, et par la suite, que cette victoire est la conséquence des triangulaires avec le maintien du FN. Si tout le monde admet que cette situation a pu contribuer à l'ampleur de la victoire de la gauche, personne n'a pu démontrer électoralement que, sans l'attitude du FN, la gauche aurait été battue¹. La gauche plurielle est majoritaire à l'Assemblée nationale. Avec 319 sièges contre 257 à la droite et un à l'extrême droite, le PS, le PCF, les Radicaux socialistes, les écologistes et le MDC peuvent se préparer à participer au gouvernement. La direction du PS avait eu raison de renouveler ses candidats, de présenter beaucoup de candidates et surtout d'unir les forces de gauche dans la « Gauche plurielle ».

Ce même soir, Lionel Jospin apprécie son succès à Cintegabelle puis regagne Paris pour une petite fête prévue à la Maison

1. Voir « Succès de la gauche quatre ans après sa déroute de 1993 », par Gérard Le Gall, in « Revue politique et parlementaire », juillet-août 1997 ; Jérôme Jaffré, « Les élections législatives de mai-juin 1997 ou les illusions d'un scrutin », « Pouvoirs », 83, 1997, p. 144.

de l'Amérique latine, boulevard Saint-Germain. Il arrive à 1 h 15, se fraie un chemin dans la foule qui l'ovationne. Il va sur un petit balcon saluer les militants et les sympathisants. Puis il rejoint sa femme dans un salon où il accueille une vingtaine d'amis. Tout le monde se quitte vers 2 h 00 du matin.

Le lendemain, Jacques Chirac nomme Lionel Jospin Premier ministre.